

ANNEXES II

Mise en œuvre des mesures et bonnes pratiques

- 4- Diagnostics
- 5- Mise à disposition de terrains
- 6- Contrats d'hébergement et d'engagement des personnes

ANNEXE 4
MISE EN ŒUVRE DES MESURES ET BONNES PRATIQUES : DIAGNOSTICS

4.1. BOUCHES-DU-RHÔNE : SÉCURITÉ DES LIEUX



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

**VISITE D'EVALUATION REALISEE PAR
LE GROUPE D'EVALUATION
DES INSTALLATIONS ILLICITES (GEII)
A l'attention exclusive de Monsieur le PREFET**

Le à h

Adresse :

Commune :

Localisation :

Contexte:

Tables rondes sur la problématique ROM dans les Bouches-du-Rhône des 10 juillet 2012 et 18 septembre 2012. Circulaire interministérielle (éducation nationale, affaires sociales et santé, égalité des territoires et du logement, intérieur, travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social), n° NOR INTK1233053C, du 26 août 2012, relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites. Vadémécum du DIHAL sur la mission relative à l'anticipation et l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites de novembre 2012.

La méthode d'analyse de cette visite ne s'appuie sur aucun référentiel technique et ne constitue d'aucune manière un jugement de valeur sur les installations ou les occupants. Ce document représente un simple constat visuel ponctuel et ne peut être considéré comme exhaustif. L'attention du lecteur est attirée sur les évolutions rapides dont peut faire l'objet ce type de structure. La durée de validité de l'analyse est donc très courte, cette caractéristique étant un élément prépondérant à prendre en compte lors de l'interprétation de la présente.

Le niveau de sécurité est appréhendé dans le contexte d'une installation provisoire de fortune réalisée par des non professionnels.

La grille d'analyse ci-après représente la position collégiale des participants. Chacun d'entre eux ayant faculté à préciser ses propres observations dans la partie suivante.

La validité de ce document se limite à un usage informatif interne à l'administration les participants à la visite s'engagent à ne pas l'employer à d'autres fins.

DESCRIPTION DE L'OCCUPATION ET DE L'ENVIRONNEMENT

<u>Date d'installation</u>	
----------------------------	--

Nombre de personnes concernées :

Familles	
Adultes	
Enfants	

Nature de l'habitat :

Campement	
Squat	
Caravanes	
Abris de fortune	
Tentes	
Véhicules motorisés	

Nature de l'environnement :

Alimentation en Eau	
Electricité	
Déchets	
Présence soutiens locaux	

Éléments recueillis lors de la visite:

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES ET DES DANGERS PROPRE AU CAMPEMENT

SECURITE STRUCTURE				Oui/Non		Oui/Non
Nature de la structure:	Présence de bâtiment:			Risque imminent:		
évaluation du risque	très important	important	moyen	faible		
SECURITE INSTALLATION						Oui/Non
Nature des installations	Présence d'une installation électrique :					
	Présence d'une installation gaz :					
Observations installations						
évaluation du risque	très important	important	moyen	faible		
SECURITE INCENDIE OCCUPANTS						Oui/Non
liés au site	Hauteur éventuel bâtiments		+8m / -8m		(Oui / Non / Néant)	
	Présence de sous sol :					
	Accès des secours opérationnels :					
	Défense en Eau Contre l'Incendie opérationnelle :					
liés à l'occupation	Présence de foyers :					
	Effectifs adultes :			Effectifs enfants :		
Contexte						
évaluation du risque	très important	important	moyen	faible		

SECURITE INCENDIE TIERS			Oui/Non		
situation et nature des tiers	Mitoyenneté contiguë :				
	Mitoyenneté superposée :				
	Mitoyenneté adjacente				
	Distance des tiers :				
	Nature des tiers				
liée à l'occupation	Nature des stockages :				
	Volumes :				
	Risques technologiques :				
Contexte					
évaluation du risque	très important	important	moyen	faible	
SECURITE ENVIRONNEMENT					
Nature du terrain occupé					
Voies de circulation					
Exposition aux intempéries					
Autres risques environnement					
évaluation du risque	très important	important	moyen	faible	
EVALUATION GLOBALE DU RISQUE :					
Observations					

OBSERVATIONS EVENTUELLES DES PARTICIPANTS A LA VISITE

ORGANISMES	SIGNATURES	OBSERVATIONS
DDPP		
BMP		
VILLE de MARSEILLE		
ASSOCIATION		

4.2. ESSONNE : DIAGNOSTIC CAMPEMENTS



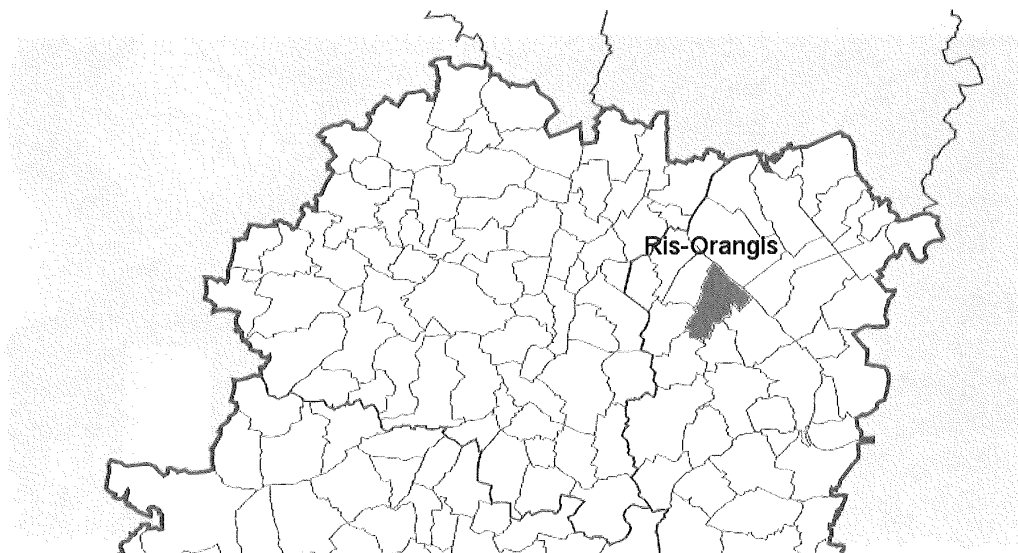
CAMPEMENTS DE RIS ORANGIS : rue Albert Rémy, avenue Joliot Curie
Opération de diagnostic social mis en œuvre par le GIP Habitat et Interventions Sociales

Le GIP Habitat et Interventions sociales a été mandaté le 06 février 2013 par Monsieur le Préfet de la région Ile de France pour réaliser le diagnostic social de trois campements illicites situés sur la commune de Ris-Orangis, le long de la RN7, Rue Albert Rémy et Avenue Joliot Curie. Cette intervention s'inscrit dans le cadre de la circulaire du 26 août 2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites.

A – ELEMENTS DE CONTEXTE

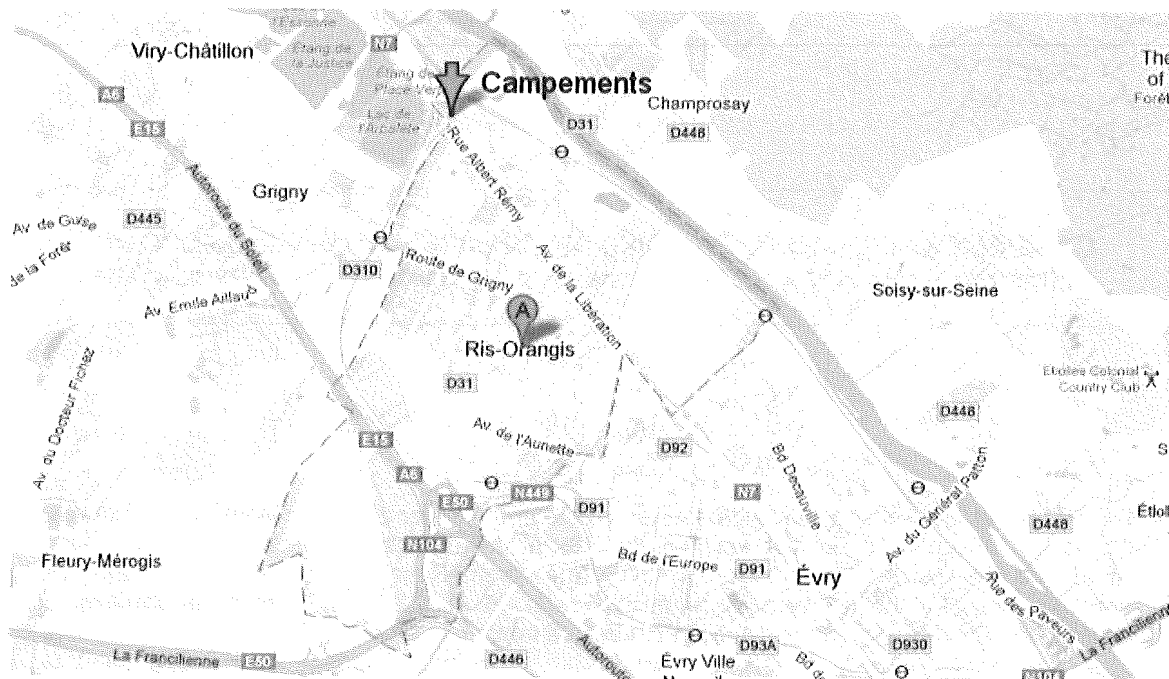
Le campement se situe sur la commune de Ris-Orangis, au nord du département de l'Essonne.

Localisation sur le département



Source : Wikipédia 2013

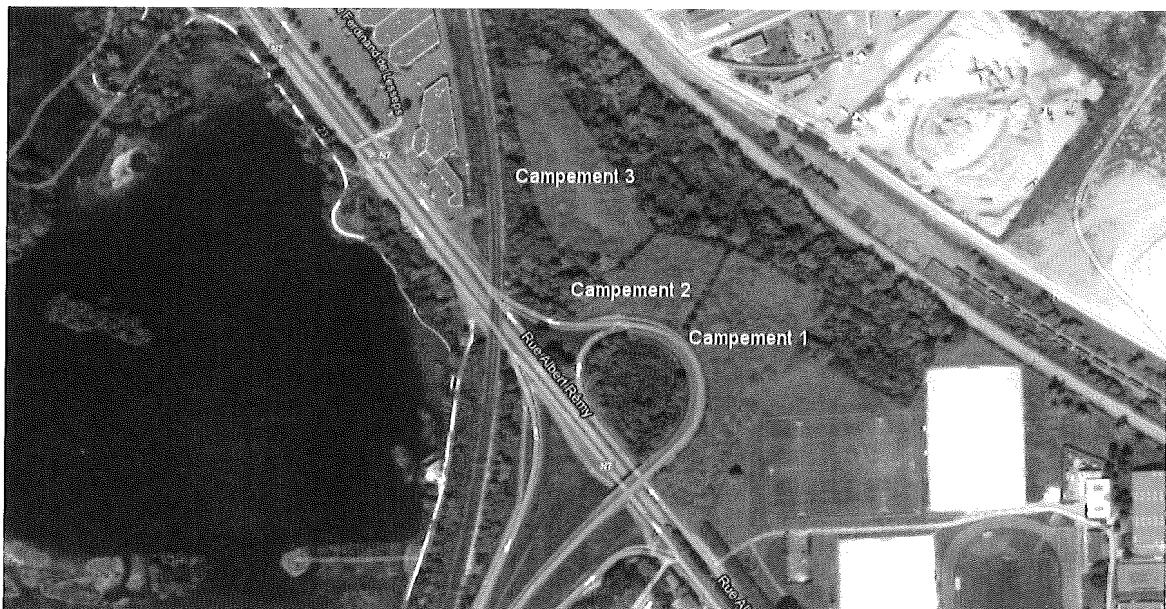
Localisation sur la commune de Ris-Orangis



Source : Google Maps 2013

Implantation des campements

Trois campements sont implantés le long de la rue Albert Remy (RN7) et de la bretelle en provenance de Grigny. Le trafic routier y est intense et constitue un élément de dangerosité important pour les personnes.



Source : Google Maps 2013

B – MODE OPERATOIRE

La logistique mise en place pour les diagnostics du Val-de-Marne a été dupliquée et mise en place

- Mise à disposition d'un bus avec chauffeur pour les entretiens individuels
- Mise à disposition par la Préfecture de l'Essonne de deux interprètes

Dès l'arrivée sur site, les cadres rencontrent et présentent aux occupants le care d'intervention du GIP HIS :

- Les missions et l'équipe du GIP HIS
- Le contenu de la mission
 - o recueil d'informations sur la situation sociale, sanitaire, professionnelle
 - o la scolarisation des enfants
 - o les projets de vie
 - o les demandes particulières de prise en charge des personnes.

L'opération de diagnostic s'est déroulée de 8h30 à 21h00 et a mobilisé 12 travailleurs sociaux et cadres : 2 chefs de service, 2 chefs de Pôle, Secrétaire général, Directrice.

C – QUATRE CAMPEMENTS TRES DIFFERENTS

L'organisation, la physionomie et la population de chaque campement sont très différenciées. Il s'agit de trois bassins de population distincts avec un mode de fonctionnement propre à chaque groupe. D'après les déclarations des occupants eux-mêmes, les groupes sont peu ou pas en relation entre eux.



Campement 1 : « Le Pérou »

L'accès au campement se fait par la N7.

Le premier campement bénéficie d'un fort soutien de l'Association Le Pérou et d'autres associations du type ROMEUROPE, ASEFRR, qui se traduit par des aménagements dans le camp que l'on peut observer immédiatement (toilettes, installations en bois).

Ce campement fait l'objet d'un fort battage médiatique. Les occupants ont un discours partagé sur ce sujet.

La scolarisation de neufs enfants la veille dans une école (maternelle + primaire) de Ris-Orangis a provoqué la visite sur site de la Directrice de l'école le jour de notre intervention. Était aussi présente une animatrice locale (maison de quartier ?) qui entend développer des actions auprès du public ROM.

- **Les personnes rencontrées :**

50 unités familiales recensées représentant 161 personnes :

- 81 adultes
- 77 enfants
- 3 naissances attendues

- **Itinéraires et parcours :**

La quasi-totalité des personnes de cette partie du campement provient du Nord Ouest de la Roumanie (Oradea, Brieus et les villes alentours).



Les unités familiales déclarent des dates d'arrivée en France assez anciennes (années 2000). Avant l'ancrage à Ris-Orangis, les familles ont beaucoup circulé en Ile-de-France (Saint-Denis, Pierrefitte, Paris, Villabé, Brétigny, Saint-Michel sur Orge, Viry-Châtillon, Evry et dans une moindre mesure en France (Nantes, Pithiviers).

- **Aspects de sécurité et état sanitaire du campement :**

Le campement est un regroupement de 48 « cabanes » de taille variable.

La partie la plus médiatisée de ce campement est une sorte de cabane de plus grande taille, nommée « ambassade » par les militants du Pérou, située au centre et qui sert de salle de réunion et de lieu d'activités collectives.

A cela s'ajoutent 7 WC individuels construits dans divers espaces excentrés du campement de type toilettes sèches.

Le sol du campement est recouvert de BRF (Bois Raméal Fragmenté – Résidus de broyage) qui permet d'isoler le sol.

Une « place de bal » a été aménagée. Un parquet réalisé avec des palettes et couvert par une grande bâche sert de lieu de convivialité au centre du camp.

Les familles s'approvisionnent en eau à la borne incendie située de l'autre côté de la N7. Des réservoirs d'eau ont été installés sur le camp.

Des groupes électrogènes permettent de générer un minimum d'électricité sur le camp (17-20h et 7-8h).

Les cabanes sont équipées de poêles à bois artisanaux pour chauffer les intérieurs et cuisiner. Certaines cabanes sont équipées de gazinières avec bouteilles de gaz.

On peut remarquer la présence de nombreuses poubelles roulantes dans le camp qui est plutôt propre.

Les familles sont vigilantes à conserver l'intérieur des cabanes propres.

- **Santé :**

Quelques familles bénéficient d'une protection médicale :

- 10 familles ont des droits AME ouverts
- 3 sont en cours d'ouverture
- 5 sont en situation inconnue

Vaccins :

- 19 familles affirment être à jour de leurs vaccinations

Suivis :

- 13 familles affirment bénéficier d'un suivi auprès de la PMI.
- Dans 3 familles une hospitalisation récente a eu lieu.

Situations de santé particulières :

- Chirurgie colonne vertébral en Roumanie : Suivi hospitalier Juvisy
- Grossesse en Cours : suivi à Longjumeau
- Suivi Hôpital Corbeil : bronchiolites à répétition
- **2 sœurs adultes avec handicap mental** + problème cardiaque de la mère
- 1 homme avec important problème psychique (Suivi Evry)
- 1 femme avec un « pied noir » inquiétant

- **Scolarité :**

Une dizaine d'enfants est scolarisée depuis deux ans à Viry-Châtillon.

Dix viennent d'être scolarisés sur Ris-Orangis (3 en maternelle, 6 en primaire, 1 au collège)

- **Maîtrise de la langue :**

Au sein de 24 familles, les adultes maîtrisent plus ou moins la langue française orale (quelques-uns savent un peu lire) et sont en capacité de tenir une conversation. Quelques-uns ont des notions d'espagnol.

- **Moyens de subsistance :**

Les hommes en particulier font état d'expériences professionnelles en Roumanie dans les domaines du BTP, de l'agriculture et de l'entretien d'espaces verts.

En France, certains trouvent ainsi des emplois non déclarés dans ces domaines. D'autres font des ménages ou des petits dépannages chez des particuliers.

D'autres encore pratiquent la biffe, jouent de l'accordéon dans les transports en commun ou font la mendicité.

- **Demandes exprimées :**

34 familles ont clairement exprimé leur volonté de s'intégrer en France.

Aucune n'a exprimé la volonté d'un retour au pays.

Certains avis de familles ne sont pas relevés.

28 familles se sont dites prêtes à quitter l'Ile-de-France si un projet d'insertion est envisageable.

Campement 2 : « Le Virage »

- **Les personnes rencontrées :**

26 unités familiales recensées représentant 54 personnes :

- 36 adultes
- 17 enfants
- 1 naissance attendue

- **Itinéraires et parcours :**

La quasi-totalité des personnes de ce campement provient de l'Ouest de la Roumanie (Arad, Chişineu-Criş et les villes alentours).



Les unités familiales semblent être arrivées en France par vagues successives : 2000, 2005, 2008, 2010, 2012. Avant l'ancrage à Ris-Orangis, les familles ont beaucoup circulé en Ile-de-France (Villeneuve-Saint-Georges, Ris-Orangis, Paris, Viry-Châtillon).

- **Etat sanitaire du campement :**

L'accès au campement se situe au milieu de la courbe de la bretelle d'accès de la N7 à la D310

Le camp est composé de 16 cabanes situées sous les arbres. Le sol en terre, est boueux en cette période.

Les familles s'approvisionnent en eau sur un point d'eau situé près des pompes funèbres et du stade.

Des groupes électrogènes permettent de générer un minimum d'électricité sur le camp.

Les cabanes sont équipées de poêles à bois artisanaux pour chauffer les intérieurs et cuisiner.

Les familles sont vigilantes à conserver l'intérieur des cabanes propres.

- **Santé :**

Seule une famille bénéficie de droits AME ouverts.

4 familles affirment être à jour de leurs vaccinations

2 sont suivies par la PMI

Dans 1 famille une hospitalisation récente a eue lieu

3 situations particulières :

- 1 homme a subi différentes opérations à la jambe, au ventre, mains (cicatrices aux jambes, zone abdominale, mains). Il dit avoir un ulcère. pas de suivi hospitalier
- 1 homme avec une maladie « neurologique » déclarée : pas de suivi hospitalier
- 1 femme déclare des problèmes de reins. Pas de suivi hospitalier

- **Scolarité :**

Les enfants en âge d'être scolarisés ne le sont pas.

- **Maîtrise de la langue :**

Au sein de 2 familles, les adultes maîtrisent plus ou moins la langue française orale et sont en capacité de tenir une conversation.

Quelques-uns ont des notions d'espagnol, dont un ayant passé 3 années à faire les récoltes en Espagne.

- **Moyens de subsistance :**

Mêmes commentaires campement n°1.

Pratique la biffe ou la mendicité.

- **Demandes exprimées :**

18 familles ont clairement exprimé leur volonté de s'intégrer en France.

Une famille a exprimé la volonté d'une aide au retour au pays.

Certaines familles ne se sont pas exprimées sur ce sujet.

14 familles se sont dites prêtes à quitter l'Ile-de-France si un projet d'insertion était envisageable.

Campement 3 : « Caravanes »

L'accès au campement se situe sous le pont de la voie de chemin de fer à hauteur de l'embranchement de la D310 sur la N7. Un chemin très boueux mène à la clairière où quelques cabanes ont récemment été construites.

- **Les personnes rencontrées :**

9 unités familiales recensées représentant 22 personnes :

- 14 adultes
- 8 enfants

D'autres personnes vivent sur site (3 à 5 unités familiales) mais parties « travailler » et personne n'était en mesure de les joindre.

- **Itinéraires et parcours:**

Les personnes de ce campement ont des origines géographiques plus diversifiées Nord et Sud-Est de la Roumanie (Nord et région de Bucarest).



Les familles semblent être arrivées en France entre 2005 et 2010. A l'image des autres campements, les familles ont occupé plusieurs campements en Ile-de-France.

- **Etat sanitaire du campement :**

Le campement semble récent et les familles confirment être sur site depuis 2 à 3 mois.

Le campement est situé dans une clairière boueuse où les allers et venues d'un véhicule (type trafic) ont fini de rendre ce chemin d'accès impraticable.

Le camp est constitué de 9 cabanes et 3 caravanes dont l'état de roulement n'est pas garanti.

Des groupes électrogènes permettent de générer un minimum d'électricité sur le camp.

Les cabanes sont équipées de poêles à bois artisanaux pour chauffer les intérieurs et cuisiner.
Les familles sont vigilantes à conserver l'intérieur des cabanes propres.

Le point d'alimentation en eau n'a pas été identifié mais ne semble pas proche.

- **Santé :**

Les familles semblent totalement dépourvues de toute aide ou ouverture de droit liée à la santé. (aucun droit AME ouvert). Les familles ne sont pas vaccinées et n'ont, semble-t-il, pas vu un médecin depuis longtemps.

Une situation médicale signalée : **une femme cumule diabète, tension et difficultés cardiaques.**

- **Scolarité :**

Les enfants en âge d'être scolarisés ne le sont pas.

- **Maîtrise de la langue :**

Aucune des personnes rencontrées sur le site n'a de notions de la langue française.
(Quelques notions d'espagnol, dont un ayant passé 3 années à faire les récoltes en Espagne).

- **Demandes exprimées :**

Toutes les familles ont clairement exprimé leur volonté de s'intégrer en France.

5 familles se sont dites prêtes à quitter l'Ile-de-France si un projet d'insertion était envisageable.

- **Fiabilité des informations :**

Particulièrement sur ce site, les informations sur les durées de présence en France sont peu fiables, ces familles étant fortement inquiètes de leur devenir au-delà de 3 mois de présence en France et une possible expulsion.

L'accès au campement se fait par l'avenue Frédéric et Irène Joliot Curie. L'entrée se fait en franchissant une butte de terre juste à côté d'une ancienne piste de kart.



- **Les personnes rencontrées :**

7 unités familiales recensées représentant 17 personnes :

- 12 adultes
- 5 enfants

- **Itinéraires et parcours:**

Les personnes du dernier campement proviennent de l'Ouest de la Roumanie (région de Timis et Timisoara).



Les unités familiales semblent être arrivées en France entre 2004 et 2005. A l'image des autres campements, les familles ont occupé plusieurs campements en Ile-de-France et plus particulièrement à Villabé et Corbeil.

- **Etat sanitaire du campement :**

7 cabanes sont construites sur un espace bitumé (ancien parking ?)

Des groupes électrogènes ou des batteries de voiture permettent de générer un minimum d'électricité sur le camp.

Les cabanes sont équipées de poêles à bois artisanaux pour chauffer les intérieurs et cuisiner.

Une « cuisine collective » avec gazinière sert à tous.

Les familles sont vigilantes à conserver l'intérieur des cabanes propres.

Le point d'alimentation en eau n'a pas été identifié mais ne semble pas proche.

Sans entrer, un autre camp similaire d'une quinzaine de cabanes dont l'entrée est à quelques mètres de celui visité a été repéré.

- **Santé :**

Les familles sont très démunies au niveau de la santé.

Signalement : 2 femmes ont subi une fausse couche ou avortement (1 femme est en attente d'ouverture droits AME pour une intervention urgente à l'hôpital de Villeneuve Saint-Georges).
L'ouverture des droits AME semble « boquer » du fait de l'absence de domiciliation possible des familles (capacité limitée des associations à 150).

Les vaccins ne sont pas à jours sauf pour une famille.

- **Scolarité :**

Les enfants en âge d'être scolarisés ne le sont pas.

- **Maîtrise de la langue :**

Une des familles présentes à des notions de la langue française.

- **Moyens de subsistance :**

Les hommes en particulier font état d'expériences professionnelles en Roumanie particulièrement dans le domaine de l'agriculture et de l'entretien d'espaces verts.

En France, certains vendent des fleurs dans la rue (bouquets achetés en gros).

D'autres pratiquent la biffe ou font la mendicité.

- **Demandes exprimées :**

Toutes les familles ont clairement exprimé leur volonté de s'intégrer en France.

Les familles demandent la possibilité de voir posées de grosses poubelles ou bennes à l'entrée du campement.

Toutes les familles se disent prêtes à quitter l'Ile-de-France si un projet d'intégration leur est proposé.

ANNEXE 5 –
MISE EN ŒUVRE DES MESURES ET BONNES PRATIQUES
5.1. EXEMPLE DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS - ISÈRE

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté n° 2012-11214

Direction de l'immobilier et des moyens
Service des biens départementaux

[Handwritten signature and initials]

**Arrêté relatif à la mise à disposition de l'Etat d'un terrain
sis 6 chemin Fortuné Ferrini à La Tronche**

Le Président du Conseil général

Vu l'article L.3221-4 du code général des collectivités territoriales,
Vu la demande formulée par l'Etat.

Sur proposition de la Directrice générale adjointe chargée des ressources,

Arrête :

Article 1 : Le Département de l'Isère met à disposition de l'Etat, représenté par Monsieur Richard Samuel, Préfet de l'Isère, une parcelle cadastrée AO n°8 sis 6 chemin Fortuné Ferrini à La Tronche d'une contenance de 519 m². Cette mise à disposition est consentie dans le cadre du dispositif hivernal afin que soit installée sur ce terrain, une construction modulaire pour un hébergement d'urgence.

Article 2 : Cette autorisation précaire d'occupation est consentie à titre gracieux.

Article 3 : Cette occupation est consentie à compter du 26 novembre 2012 jusqu'au 31 mars 2013.

Article 4 : Cette occupation est consentie et acceptée aux charges et conditions suivantes que le bénéficiaire s'oblige à exécuter et à accomplir :

- La gestion du site est déléguée par l'Etat à l'association régionale pour l'insertion AREPI. Néanmoins, l'Etat reste garant des conditions d'utilisation du site, à savoir :
- réserver le terrain ci-dessus désigné à l'usage défini ci-dessus,

- veiller à ce que ne soit commis aucun abus de jouissance susceptible d'engager la responsabilité du département envers le voisinage ainsi que toutes nuisances de quel qu'ordre que se soient,
- informer immédiatement le Département de tout sinistre ou dégradation s'étant produit dans les lieux mis à disposition quand bien même il n'en résulterait aucun dégât apparent. En cas de retard dans la déclaration aux assurances, le preneur sera tenu responsable,

Arrêté n° 2012- 11214

- assurer l'entretien et le nettoyage des lieux et à laisser les espaces dans l'état où il les a trouvés en arrivant. A défaut , le Département de l'Isère procédera au nettoyage des lieux et pourra demander le remboursement de cette prestation au bénéficiaire.

La non observation des clauses mentionnées ci-dessus entrainerait de plein droit le retrait de l'autorisation d'occupation.

Article 5

L'occupant, relevant de la règle selon laquelle l'Etat est son propre assureur, s'engage à couvrir tous les risques inhérents à cette occupation (responsabilité civile et dommages aux biens), la responsabilité du Département ne pouvant en aucune façon être recherchée.

En cas d'accident la charge des dommages causés aux biens départementaux incombe entièrement au titulaire de l'autorisation.

Le preneur renonce à tout recours à l'égard du Département :

- en cas de dommages causés par incendie, explosion ou dégât des eaux,
- en cas de vol, cambriolage ou tout autre acte délictueux dont le preneur pourrait être victime dans les locaux mis à disposition ou les dépendances,
- en cas de troubles apportés à la jouissance par le fait de tiers quelle que soit leur qualité.

Dans ce dernier cas, le preneur devra agir directement contre eux sans pouvoir mettre en cause le propriétaire.

Article 6

Madame la Directrice générale adjointe chargée des ressources est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Article 7

Toutes difficultés ou contestations qui s'élèveraient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent arrêté et qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises aux juridictions administratives.

Fait à Grenoble, le 26 novembre 2012

La Directrice générale adjointe
chargée des ressources

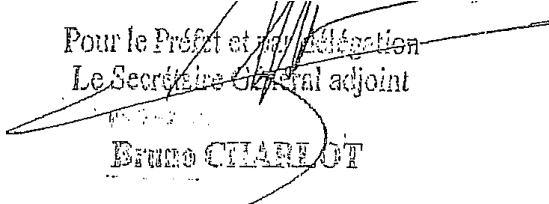
Pour ampliation,
Le Chef du service des biens
départementaux

Michèle Sifferlen

Signé : Bernadette Luppi

Reçu le, 11/01/2013
Signature et cachet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général adjoint


Bruno CILAREOT

5.2. EXEMPLE DE MISE A DISPOSITION DE TERRAINS – HAUTE-GARONNE

Conseil Municipal N° 7 du 14 décembre 2012

Délibération n° 27



REGLEMENTS INTERIEURS DES TERRAINS D'ACCUEIL UTILISES PAR LA DIRECTION DES POLITIQUES DE SOLIDARITE 12-739

POLITIQUES DE SOLIDARITE -

Mesdames, Messieurs,

Depuis plusieurs années et à l'instar des grandes agglomérations en France, la Ville de Toulouse accompagne de manière expérimentale plusieurs familles de ressortissants européens arrivées depuis une dizaine d'années sur le territoire toulousain.

Deux terrains sont mis à leur disposition pour réaliser ce projet :

- Un terrain appartenant à la Ville de Toulouse, Chemin de Rupé qui accueille 90 personnes d'origine roumaine.
- Un terrain loué par la Ville à un propriétaire privé, impasse de la Flambère avec 206 personnes d'origine roumaine, suivies par l'association Flambère Médiation.

La Ville de Toulouse s'est engagée à suivre ces deux groupes sous réserve de leur stabilité.

Tout en procédant à certains aménagements progressifs des terrains, l'objectif a été de définir des règles de bon usage des lieux, de favoriser la cohabitation entre les occupants et leur insertion dans l'environnement (médiation avec les riverains, scolarisation des enfants, démarches d'insertion sociale et professionnelle...)

Il importe désormais de formaliser ces principes, appliqués de fait depuis plusieurs mois en lien avec les différentes familles et l'association Flambère Médiation, à travers un règlement intérieur propre à chaque site. Parallèlement, une convention de mise à disposition sera signée par chacune des familles occupantes, assorties d'une indemnité d'occupation fixée dans le recueil des tarifs de la Ville.

Ainsi, si tel est votre avis, j'ai l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de prendre la délibération suivante :

Article 1 : Le Conseil Municipal adopte les règlements intérieurs des terrains d'accueil de Rupé et la Flambère utilisés par la Direction des Politiques de Solidarité pour des projets expérimentaux, à l'attention de ressortissants européens originaires des pays de l'Est.

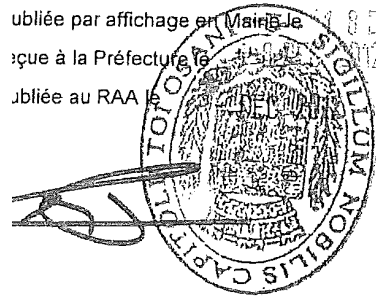
Article 2 : Le Conseil Municipal autorise Le Maire à signer tout document en relation avec la présente délibération.

rélibération du Conseil Municipal

publiée par affichage en Mairie

transmise à la Préfecture

publiée au RAA

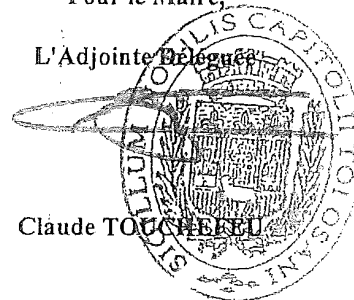


LES CONCLUSIONS DU RAPPORT SONT ADOPTÉES
POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE,

Pour le Maire,

L'Adjointe Déléguée



Claude TOUCHET

ANNEXE 6 – MISE EN ŒUVRE DES MESURES ET BONNES PRATIQUES

6.1 CONTRATS D'HÉBERGEMENT ET D'ENGAGEMENT DES PERSONNES ASSOCIATION AFEJI - LILLE



CONTRAT D'HEBERGEMENT

Entre : AFEJI - Site Métropole - Lieu dit «La Phalecque» - 59840 LOMPRET

Représenté par : Monsieur Patrick MORVAN, Directeur du pôle Insertion,

Et la famille _____.

L'Afeji met à votre disposition un emplacement sur lequel est implanté un mobil home et qui constitue votre domicile en France.

Durant votre hébergement, votre adresse est :

Votre famille se compose des personnes suivantes :

Nom	Prénom	Date de naissance

Durée du contrat d'hébergement :

La durée du contrat est du _____ au _____, soit 6 mois.

Ce contrat est renouvelable, en fonction de la possibilité de la continuité de l'action, et à la condition de votre collaboration active à votre projet d'insertion.

De plus, le non respect du contrat ou du règlement intérieur pourra entraîner la rupture ou le non renouvellement du contrat, et éventuellement votre départ, dans les conditions fixées dans le règlement de fonctionnement.

Les objectifs de l'hébergement et les engagements de l'Afeji.

- Accueillir et héberger votre famille, en mettant à disposition un mobil home équipé et raccordé à l'eau et à l'électricité.
- Proposer à votre famille un accompagnement social individualisé par un travailleur social, en fonction de votre situation et de vos besoins. Cet accompagnement social a pour objectif de mener à bien votre projet d'insertion ; un contrat d'accompagnement définissant ces objectifs sera donc annexé au présent contrat.
- Proposer à votre famille un accompagnement à la vie quotidienne et à la citoyenneté dans la commune d'accueil, réalisé par un médiateur.
- Veiller au bon fonctionnement des équipements et réaliser les interventions et travaux nécessaires.
- Dans le cadre de votre hébergement, l'Afeji et la commune d'accueil sont partenaires. Dans ce cadre, le CCAS est signataire du présent contrat d'hébergement.

Vos obligations :

- Respecter le règlement de fonctionnement annexé au présent contrat d'hébergement.
- Collaborer activement au travail mis en place avec le travailleur social de l'Afeji, dans le cadre de votre projet d'insertion sociale et professionnelle.
- Scolariser vos enfants et veiller à leur assiduité à l'école. La scolarité en France est obligatoire jusqu'à 16 ans, et le fait de ne pas aller à l'école peut entraîner la remise en cause de leur avenir, ainsi que des aides financières auxquelles vous avez droit. Un accompagnement spécifique pourra vous être proposé si vous rencontrez des difficultés avec vos enfants.
- Pour le suivi et la mise en place de votre accompagnement, vous devez fournir des renseignements qui demeureront confidentiels. Pour l'ouverture de vos droits, des renseignements devront être communiqués aux partenaires et organismes habilités : vous aurez à les vérifier et à les signer. Il sera fait des photocopies de vos documents et vous conserverez les originaux.
- Une participation financière à l'hébergement vous est demandée. Elle représente 10 % des ressources de votre famille. Cette participation est obligatoire et participe à votre insertion future en logement autonome. Si vos seules ressources proviennent du Conseil Général, une participation

symbolique de 10 € par mois vous sera demandée, permettant votre investissement dans votre projet sans vous mettre en difficulté financière.

- Vous vous engagez à faire une demande de logement. Quand un logement aux normes de confort habituelles en France vous sera proposé, vous devrez l'accepter.

Conformément à la loi de rénovation de l'action sociale du 2 janvier 2002, vous avez accès à votre dossier.

Accueil et état des lieux.

Lors de la remise des clés, un état des lieux est dressé entre un représentant de l'Afeji et votre famille. Il en sera de même à la fin du contrat. Un exemplaire du présent contrat avec son annexe sur l'état des lieux vous est remis.

Sont joints au présent contrat : le règlement de fonctionnement, un exemplaire de l'état des lieux d'entrée, de l'inventaire d'équipement, un bon de remise de clés ainsi qu'une fiche de numéros d'urgence, documents que l'usager reconnaît, par sa signature, avoir reçus.

Nous, soussignés Madame et Monsieur

Déclarons avoir pris connaissance des clauses du présent contrat.

Fait à, le.....,

En trois exemplaires.

Madame et Monsieur Pour l'Afeji, Pour le C.C.A.S de.....



CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Entre : AFEJI - Site Métropole - Lieu dit «La Phalecque» - 59840 LOMPRET

Représenté par : Monsieur Patrick MORVAN, Directeur du pôle Insertion,
D'une part,

Et : Madame et Monsieur

En compagnie de leurs enfants

.....

D'autre part.

Dans le cadre de l'hébergement temporaire en mobil home, l'Afeji met à disposition de Madame et Monsieur....., un travailleur social, chargé d'accompagner et d'orienter la famille selon son projet et ses démarches, visant à son insertion sociale et professionnelle.

Suite à l'évaluation conjointe de la situation réalisée ce jour entre l'Afeji et la famille....., il est décidé d'orienter le travail sur les points suivants :

Le présent contrat sera évalué régulièrement, et adapté à l'évolution de la situation de la famille.

Département Insertion

de Métropole

Unité dit «La Phalecque»

40 Lompret

Tél : 03.20.21.81.70

Fax : 03.20.42.24.59

Internet : www.afeji.org

Email :

phalecque@afeji.org

Service Hébergement

Fait à, le

En double exemplaires.

Madame et Monsieur

Pour l'A.F.E.J.I,

Le référent social,

La chef de service,



REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT

La mission de l'hébergement en mobil home est de permettre aux familles accueillies de préparer et de réaliser leurs démarches administratives et de finaliser leur insertion professionnelle, en vue de leur accès au logement autonome à court ou moyen terme.

Un changement de commune peut être demandé à la famille accueillie, pour des raisons de service ou de disponibilité de terrain d'accueil.

Accès au site :

- ✦ L'accès est strictement réservé aux familles accueillies par l'Afeji et signataires du contrat d'hébergement.

- Les visites sont autorisées après accord préalable de l'Afeji.
- Seules les familles ayant signé un contrat d'hébergement et à jour de la participation financière sont autorisées à séjourner sur le site. L'hébergement d'autres personnes est interdit, quel que soit le lien de parenté ou d'alliance, et peut remettre en cause votre hébergement.
- Chaque famille réside de manière habituelle dans le mobil home mis à sa disposition. En cas de besoin ou de situation particulière, les familles doivent demander une autorisation d'absence à l'Afeji.
- L'accès au parking est réservé aux familles accueillies. Un seul véhicule par famille est autorisé. Ce véhicule doit être mentionné dans le contrat d'hébergement.
- L'Afeji conserve une clé des mobil home et peut, même en votre absence et en cas d'urgence, entrer dans celui-ci.

Hygiène et sécurité :

- Il est interdit d'entreposer dans les mobil home et sur le site des objets et matériaux encombrants (morceaux de bois, ferraille....), ou appartenant à des personnes extérieures. Les ventes et transactions diverses sur le site et sur le parking sont interdites.
- Aucun aménagement de locaux provisoires n'est autorisé. Tout véhicule non autorisé roulant et non roulant sera enlevé immédiatement par la fourrière, y compris sur le parking.
- Les familles accueillies doivent respecter les règles d'hygiène, utiliser et tenir propres les lieux d'hébergement mis à disposition. Les dégradations doivent être signalées aux salariés de l'Afeji.
- Les animaux sont interdits sur le site et dans les mobil home.
- La sécurité est l'affaire de tous : vous êtes invités à la plus grande vigilance en matière de sécurité des biens et des personnes, et à signaler le plus rapidement possible au personnel de l'Afeji les anomalies que vous pourriez constater. Les numéros d'urgence sont joints au règlement, afin que vous puissiez appeler les secours en cas d'accident grave ou d'incendie.
- N'utiliser ni appareils bruyants ou dangereux, ni produits explosifs ou inflammables et n'installer, ni utiliser aucun appareil de chauffage ou de cuisson autre que ceux dont sont équipés le mobil home lors de l'accueil.
- En cas de dégradations causées volontairement par la famille, celle-ci devra supporter les frais de réparations des dommages causés. De plus, l'Afeji n'est pas responsable des effets personnels en cas de vol dans les mobil home.
- La consommation abusive d'alcool est interdite. La consommation de tous types de drogues est interdite.

Respect de l'environnement et du voisinage :

- Les familles s'engagent à respecter leur voisinage, autres familles accueillies et voisins de quartiers, en faisant attention au bruit et autres dérangements qui pourraient être causés.
- Il est demandé aux familles de veiller aux économies d'eau et d'électricité. Une information et une sensibilisation aux économies d'énergie et au respect de l'environnement sera réalisée par l'Afeji, en lien avec des partenaires spécialisés. Cette explication portera notamment sur le tri sélectif des déchets.
- La famille se doit de respecter l'environnement et, à ce titre, de ne pas jeter, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, des détritrus, papiers et autres objets.
- Assurer la surveillance des enfants à l'intérieur et à l'extérieur du mobil home.
- Respecter les personnes et les biens. En cas de violence de voie ou de fait sur les personnes, l'expulsion sera immédiate. Vous vous engagez à respecter la loi française en vigueur et le non respect de la législation entraînera la fin de l'hébergement de votre famille.
- L'installation de parabole est interdite.

Règles de vie :

- Tous les services sociaux et d'accompagnement sont gratuits et ne peuvent faire l'objet d'aucune transaction de quelque nature que ce soit. Des poursuites judiciaires peuvent être engagées contre les personnes qui utiliseraient la précarité des familles à des fins personnelles, matérielles, financières ou sectaires.
- Il est interdit de sous louer tout ou partie des mobil home.
- Les sanctions sont l'avertissement, l'exclusion temporaire ou définitive. Tout scandale public quelle qu'en soit la cause, à l'intérieur ou à l'extérieur du site (insultes, violences ...) entraîne l'exclusion immédiate, avec l'aide éventuelle de la force publique. Entraînent également une exclusion : le vol, la détérioration volontaire de matériel, l'introduction d'armes de toutes catégories, les trafics de quelque nature que ce soit.

Clauses résolutoires :

. Résiliation à l'initiative de la famille :

La famille pourra à tout moment mettre fin à son hébergement et au présent contrat, sous préavis d'un mois soit par lettre recommandée adressée à l'Afeji, soit par déclaration écrite déposée aux bureaux de l'Afeji.

. Résiliation à l'initiative de l'Afeji :

L'Afeji se réserve le droit de mettre fin au contrat d'hébergement dans l'un des cas suivants :

- En cas de non paiement de la participation mensuelle, le contrat sera alors résilié de plein droit, un mois après mise en demeure notifiée par l'Afeji.
- En cas de non respect d'une ou plusieurs obligations mentionnées ci-dessus.

✦ En cas de non respect du contrat d'accompagnement social annexé au contrat d'hébergement. L'Afeji pourra, dans le cas où la famille ne quitterait pas les lieux, l'y contraindre par voie judiciaire. En cas de fin de séjour, la famille emporte tous ses effets et objets personnels. Les effets abandonnés seront immédiatement triés pour être détruits. L'Afeji n'a pas la possibilité de stocker.

Nous, soussignés Madame et Monsieur

Hébergés sur la commune de :

Déclarons avoir pris connaissance des clauses du présent règlement de fonctionnement.

Fait le à

En double exemplaires.

Madame et Monsieur

Pour l'A.F.E.J.I,

6.2. RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT - TERRAINS DE TOULOUSE

REGLEMENT INTERIEUR TERRAIN DE LA FLAMBERE

CONDITIONS GENERALES :

1. La Ville de Toulouse loue actuellement un terrain, situé 13 bis impasse de la Flambère afin de développer un projet d'installation et d'accompagnement de plusieurs familles de ressortissants européens.
2. Les familles, autorisées à s'installer sur le terrain par la Ville de Toulouse, devront jouir des lieux paisiblement, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité du voisinage et à la bonne tenue ou à la sécurité des lieux et des abords.
3. Chaque famille occupera les lieux personnellement, sans qu'aucun tiers ne puisse s'installer en sa présence ou en son absence.
 - Aucune personne supplémentaire ne sera acceptée sur le terrain y compris des membres des familles autorisées (sauf enfants à naître).
 - Aucune caravane supplémentaire sans autorisation de la Ville de Toulouse.
4. La Ville entend encourager l'insertion sociale de ces familles et sera de ce fait particulièrement vigilante à la scolarisation des enfants. Un point régulier devra être fait avec les occupants et les associations partenaires sur ce point ainsi que sur les relations avec le voisinage.

ARRIVEE - DEPART - TARIF

5. Les familles devront s'acquitter du paiement d'un forfait fixé à 1 euros par caravane et par jour. Le régisseur de la Ville de Toulouse se présentera 2 fois par mois auprès d'eux pour l'encaissement.

FONCTIONNEMENT COURANT

6. Chaque famille ne doit utiliser que l'emplacement pour lequel elle est dûment enregistrée.
Aucun changement d'emplacement ne pourra intervenir sans autorisation préalable et expresse de la Ville de Toulouse.
7. Les installations sur le terrain et les espaces verts sont à la disposition des familles et sous leur responsabilité. Elles doivent veiller individuellement et collectivement au respect de tous les espaces du terrain.
La responsabilité civile et pénale des familles sera engagée en cas de détérioration de matériel, bâtiments, végétaux.
Les parents sont civilement et pénalement responsables de leurs enfants.

Les occupants doivent se respecter mutuellement et observer une parfaite correction à l'égard du voisinage et du personnel intervenant sur le terrain. Ils ne doivent pas troubler l'ordre public.
8. Les occupants doivent mettre les ordures ménagères dans des sacs poubelles avant d'être déposés dans les containers. Les containers seront amenés une fois remplis à l'entrée de l'aire par les occupants les jours de tournée. Ils sont de la responsabilité des familles et devront être tenus propres. Un nettoyage des containers devra être assuré chaque semaine.
9. Aucun objet ou linge ne devra être posé sur les clôtures et le portail d'entrée.
10. La famille ne pourra faire aucune transformation, aucun aménagement des lieux, aucune modification des dessertes et installations d'eau ou d'électricité. Toute installation fixe ou toute construction telles que les abris, salles, hangars, chalets, structures modulaires ou autres édifices, sont strictement interdites, sur le terrain. Toute construction réalisée sans autorisation sera démolie systématiquement par la Ville sans indemnité de sa part.
11. Les occupants doivent s'engager à participer à l'entretien du terrain:
 - respecter les règles d'hygiène et de salubrité,
 - interdiction d'abandonner sur le terrain des déchets, des objets ou des encombrants (ordures ménagères, canapés, carcasses de voitures ou de caravanes, moteurs, etc....)
 - entretenir la propreté de leur emplacement et de l'intégralité du site,
 - se conformer aux règles de sécurité et aux règles établies.
12. Concernant les animaux
 - Le nombre d'animaux est limité à un par famille.
 - Les propriétaires devront présenter les carnets de vaccination des animaux
 - Les animaux devront être attachés sur leurs emplacements. Les propriétaires doivent ramasser les excréments de leurs animaux et veiller à ce qu'ils ne gênent pas le voisinage
 - Les usagers sont pénalement responsables des animaux qu'ils introduisent sur le terrain et qui ne devront en aucun cas errer sur le terrain.
13. Afin de respecter la tranquillité de chacun, aucune nuisance sonore ne sera tolérée à partir de 21 heures (musique...).

14. La ferraille devra être entreposée ponctuellement et pour une courte durée sur l'emplacement réservé. Aucun autre dépôt ne sera toléré.

15. Tout brûlage (pneus, fils, plastiques ou autres, feux de camp) est interdit. Seul le feu de bois est autorisé dans un récipient réservé à cet usage.

16. A titre exceptionnel, les réparations des véhicules pourront être effectuées sur le terrain en contre bas du point d'eau.

17. Il est formellement interdit de repeindre les véhicules sur le terrain.

ACCES ET ABORDS IMMEDIATS

18. Un véhicule est autorisé par famille. Aucun dépassement de ce nombre ne sera accepté sans autorisation de la Ville de Toulouse. Tous les véhicules devront être en règle (assurance et carte grise), en état de marche (conformément à l'article 1^{er} du décret 72-37 du 11 janvier 1972) et sur roues permettant le départ immédiat.

19. L'accès des terrains est réservé aux véhicules appartenant aux occupants du terrain.

20. Les véhicules ne devront pas entraver la circulation.

21. Il est strictement interdit de circuler en voiture à l'intérieur du terrain. Les véhicules devront être stationnés sur l'emplacement désigné.

FONCTIONNEMENT DIVERS, FERMETURE, EXPULSION

22. La collectivité ne peut être tenue pour responsable en cas de vols et de dégradations quelconques des biens appartenant aux utilisateurs des lieux.

23. Chaque « quartier » nommera un responsable qui veillera en collaboration avec la Ville de Toulouse et l'association à l'application du présent règlement.

24. La Ville de Toulouse et l'association Flambère Action Médiation vérifient l'ordre, la bonne tenue et le bon fonctionnement du terrain. Tout manquement au présent règlement (dégradations, impayés, troubles de voisinage...) par les occupants sera sanctionné par un retrait de l'autorisation d'occupation et l'obligation de quitter le terrain dès notification de ce retrait ; l'expulsion pourra être poursuivie par voie judiciaire y compris en la forme d'un simple référé.

Annexe : Convention d'occupation (jointe au présent règlement)

Fait à Toulouse, le.....

Pour la Collectivité
Le Maire,

L'association Flambère
Action Médiation,

La famille
Nom
N° place

CONVENTION D'OCCUPATION

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Toulouse représentée par Monsieur le Maire agissant en cette qualité en vertu d'une délibération en date du

CI-APRES DESIGNEE INDIFFEREMMENT PAR « LE BAILLEUR » OU « LA MAIRIE DE TOULOUSE »

D'UNE PART

La famille

Composée de :

Occupe Caravane(s) portant le numéro :

Vivant sur le terrain situé au **13 bis impasse de la Flambère 31 000 Toulouse.**

CI APRES DESIGNE L'OCCUPANT

L'Association FLAMBERE ACTION MEDIATION, association Loi 1901, dont le siège social est situé 13 rue Eugène Lozes à Toulouse, représentée par Madame Claudine KIRCHER en qualité de présidente dûment habilitée à l'effet des présentes,

CI-APRES DESIGNEE L'ASSOCIATION

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Après l'explosion d'AZF, des familles de ressortissants européens se sont installées sur plusieurs terrains abandonnés. En 2008, un groupe familial s'installe sur un terrain situé au 13 bis impasse de la Flambère, à toute proximité du Touch appartenant à un propriétaire privé.

Ces familles étaient suivies au quotidien par des associations humanitaires (Médecins du Monde, Secours Catholique,...) sur les volets scolarisation, santé.

La Ville de Toulouse s'engage auprès de la préfecture et des associations pour accompagner et soutenir de façon humanitaire les personnes sur ce terrain à condition que le groupe reste stable. A partir de 2010, elle loue ce terrain pour suivre ce projet expérimental et concourir à l'accompagnement des familles.

L'objectif est de favoriser une bonne cohabitation des occupants, aussi bien entre eux qu'avec les riverains et avec les services de la Ville de Toulouse ou de la Métropole.

Des travaux de mise aux normes de la desserte en électricité et d'adduction d'eau ont été réalisés.

Ce projet concerne aujourd'hui plusieurs familles, installées sur le terrain situé au 13 bis, impasse de la Flambère, objet de la présente convention.

La présente convention a pour but de définir les conditions de cette mise à disposition par la Ville de Toulouse en qualité de locataire.

Elle est rédigée en français et en roumain afin d'en garantir la meilleure compréhension par tous.

CE EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions sur lesquelles s'engagent les familles et l'association Flambère Action Médiation.

ARTICLE 2 – CHARGES ET CONDITIONS

1) Destination

Le terrain occupé est destiné à l'usage d'habitation à l'exclusion de toutes autres activités.

2) Conditions et obligations liées à la mise à disposition

L'association FLAMBERE ACTION MEDIATION est mandatée par la Ville de Toulouse dans le cadre du projet FLAMBERE. Une convention est établie entre la Ville de Toulouse et l'association FLAMBERE ACTION MEDIATION, elle définit les engagements et obligations de chaque partie.

3) Occupation – Jouissance

- L'occupant occupera les lieux personnellement. Il ne pourra y installer des tiers en sa présence ou en son absence.
- Il ne pourra ni prêter, ni sous-louer, en tout ou en partie, les lieux mis à disposition, sous aucun prétexte, même provisoirement ou à titre onéreux ou gracieux, sauf autorisation expresse et préalable de la Mairie de Toulouse.
- Il ne pourra céder, en totalité ou en partie, son droit à la présente convention.
- Il devra jouir paisiblement des lieux dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité, sans pouvoir nuire à la tranquillité des autres occupants et à la bonne tenue du terrain et des abords.
- En cas d'absence prolongée, supérieure à 1 mois, l'occupant devra prévenir la Ville de Toulouse par écrit.

4) Entretien – Travaux - Réparations

- Il devra participer à l'entretien du terrain.
- Il ne devra en aucun cas détériorer les installations électriques et en eau.
- Il devra laisser les agents de la Mairie de Toulouse visiter les lieux ou les faire visiter chaque fois que cela sera nécessaire pour l'entretien, les réparations et la sécurité du lieu. Il s'engage à prévenir immédiatement l'association ou la Mairie de Toulouse de toutes les dégradations qu'il constaterait dans les lieux.
- Pour tous problèmes techniques relevant de la compétence de la Mairie de Toulouse, l'occupant devra prévenir l'association qui se mettra en relation avec les services de la Ville de Toulouse.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET RECOURS

Tout dommage, vol inclus, pouvant justifier d'une réclamation devra être porté à la connaissance de chacun des signataires de la présente convention, dans un délai de cinq jours, à compter de la date à laquelle le signataire en aura eu connaissance.

La Ville de Toulouse et ses assureurs renoncent à tout recours à l'encontre de l'occupant et des accompagnants solidaires.

La Ville ne garantit pas les objets personnels de l'occupant. Tout dépôt d'objet est donc effectué aux seuls risques et périls de l'occupant qui fera son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

ARTICLE 4 – REGLEMENTATION GENERALE

L'occupant devra se conformer aux usages en vigueur, aux règlements de police, ainsi qu'à tout règlement intérieur (cf. en pièce jointe).

Il devra veiller à ce que la tranquillité du terrain ne soit troublée, en aucune manière, par son fait ou les gens à son service.

Il devra donner accès, dans les lieux à la Mairie de Toulouse, ou à ses représentants, à ses architectes ou entrepreneurs, aussi souvent qu'il sera nécessaire.

En cas d'existence ou d'installations d'antennes de radio télévisions collectives, il devra se brancher sur ces installations collectives.

ARTICLE 5 – DUREE

La présente convention est consentie et acceptée, pour une durée de 1 AN, à titre d'expérimentation. Cette durée commence à courir à compter de la signature des présentes. Elle pourra se poursuivre, par tacite reconduction année par année, à l'initiative de la Mairie de Toulouse, en concertation avec l'ensemble des intervenants du projet, faute de résiliation donnée par l'une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception 4 mois au moins avant l'expiration de chaque période.

Ce terrain est mis à disposition par la Ville de Toulouse tant que celle-ci peut en disposer.

ARTICLE 6 - CHARGES

Une participation financière, destinée notamment au paiement de l'électricité et de l'eau, est demandée à la famille. Elle est fixée à 1 euros par caravane et par jour, collectée mensuellement. Son montant pourra être ajusté en fonction des consommations effectivement relevées.

ARTICLE 7 – REGLEMENT INTERIEUR

L'association Flambère Action Médiation et la Ville de Toulouse ont élaboré un règlement intérieur (Conseil Municipal). Ce règlement validé par la Mairie de Toulouse, sera remis à chaque famille.

ARTICLE 8 – CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement des charges ou en cas d'inexécution de l'une des clauses de la convention, une médiation aura lieu avec l'association Flambère Action Médiation et la Mairie de Toulouse. Si aucun accord n'est trouvé et un mois après une sommation de payer ou d'exécuter demeurée sans effet, la convention sera résiliée de plein droit, si bon semble à la Mairie de Toulouse, et sans formalité judiciaire.

Si l'occupant refuse de quitter les lieux, il suffira pour l'y contraindre, d'une ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal d'Instance de Toulouse.

S'agissant d'un projet expérimental, la présente convention pourra être adaptée par avenant, précisant de nouvelles modalités).

A Toulouse le,

La Mairie de Toulouse le locataire (1),

A Toulouse le,

L'Occupant (1)

A Toulouse, le

L'Association Flamère Action Médiation

(1) Les signatures devront être précédées de la mention «Lu et Approuvé»